



CANADA

TREATY SERIES **1985 No. 6** RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 10 janvier 1985

En vigueur le 10 janvier 1985

CULTURE

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, January 10, 1985

In force January 10, 1985



CANADA

TREATY SERIES **1985 No. 6** RECUEIL DES TRAITÉS

CULTURE

Accord entre le CANADA et la FRANCE

Paris, le 10 janvier 1985

En vigueur le 10 janvier 1985

CULTURE

Agreement between CANADA and FRANCE

Paris, January 10, 1985

In force January 10, 1985

43 256 628 / 43 256 629
b 232 1178 / b 232 118x

ACCORD ENTRE LE GOUVERNEMENT DU CANADA ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE RELATIF À LA PROMOTION DE PROJETS DE COPRODUCTION CINÉMATOGRAPHIQUE OU AUDIO-VISUELLE DANS LE DOMAINE DE L'ANIMATION

Le Gouvernement du Canada et le Gouvernement de la République française
Soucieux de promouvoir le développement de la coopération audio-visuelle et cinématographique dans le domaine de l'animation par des actions concrètes en faveur d'œuvres de qualité,

Sont convenus de ce qui suit:

ARTICLE I

Aux fins du présent Accord, l'expression «œuvre audio-visuelle», s'entend d'une œuvre audio-visuelle d'animation de toute durée et sur tout support, coproduite pour toute forme de distribution cinématographique et audio-visuelle.

ARTICLE II

1. Des projets d'œuvres audio-visuelles peuvent bénéficier, conformément aux modalités définies ci-dessous, d'une aide financière sélective, en application de la législation en vigueur de chacun des deux États.

2. Ces projets d'œuvres audio-visuelles doivent avoir été admis au bénéfice de la coproduction aux termes de l'Accord franco-canadien sur les relations cinématographiques du 30 mai 1983 ou de l'Accord franco-canadien sur les relations dans le domaine de la télévision du 11 juillet 1983.

3. Ces projets d'œuvres audio-visuelles doivent présenter un intérêt commun pour les deux parties et apporter une contribution à la qualité de la production audio-visuelle d'animation.

ARTICLE III

1. En principe, chacune des parties apporte son aide financière sélective à un nombre identique de projets à participation majoritaire. A cet effet un équilibre général doit être assuré par les Parties entre les montants qu'elles versent respectivement pour la réalisation de projet d'œuvres audio-visuelles bénéficiant de l'aide financière sélective prévue par les dispositions du présent Accord.

2. Chacune des parties apporte dans le cadre de ses disponibilités budgétaires une aide financière sélective à la coproduction d'œuvres audio-visuelles faisant l'objet du présent accord. Le montant maximum attribué par chacune d'elles pour l'ensemble des coproductions est de 3 000 000 FF pour la partie française et de 500 000 dollars pour la partie canadienne.

AGREEMENT BETWEEN THE GOVERNMENT OF CANADA AND THE GOVERNMENT OF THE FRENCH REPUBLIC CONCERNING THE PROMOTION OF FILM AND VIDEO CO-PRODUCTION PROJECTS IN THE FIELD OF ANIMATION

The Government of Canada and The Government of the French Republic

Desirous of promoting film and video co-operation between Canada and France in the field of animation through concrete measures aimed at achieving works of high calibre.

Have agreed as follows:

ARTICLE I

For the purposes of the present Agreement, the term "film and video production", means animated film and video productions of any length and on any technical medium co-produced for any means of film and video distribution.

ARTICLE II

1. Film and video production projects may benefit from selective financial assistance from each of the two countries in accordance with the procedures set out below and the legislation in force in each of the two States.

2. These film and video production projects must be eligible for co-production benefits under the terms of the France/Canada Agreement concerning Cinematographic Relations of May 30, 1983, or the France/Canada Agreement concerning Television Relations of July 11, 1983.

3. These film and video production projects must be of mutual interest in both countries and must contribute to the quality of animated film and video production.

ARTICLE III

1. In principle, each of the Parties shall provide selective financial assistance to the same number of majority projects. To that end, an overall balance must be achieved by the Parties between the amounts that they each pay to carry out film and video production projects that benefit from the selective financial assistance under the terms of this Agreement.

2. Each of the Parties shall provide, within its budgetary assets, a selective financial assistance for the film and video co-productions under the present Agreement. The maximum amount provided by each Party for all co-productions is \$500,000 by the Canadian Party and 3,000,000 FF by the French Party.

3. L'aide financière sélective de chaque partie, calculée en fonction de la portion du budget de production qu'assume le coproducteur relevant de la juridiction de cette partie est fixée comme suit:

- dans le cas d'un projet à participation majoritaire assurée par un coproducteur canadien: un montant maximum de 200 000 dollars canadiens venant du Canada;
- dans le cas d'un projet à participation majoritaire assurée par un coproducteur français: un montant maximum de 1 200 000 FF venant de la France.

L'aide financière sélective accordée par le pays du coproducteur minoritaire, appréciée par rapport à la portion du budget de production qu'assume ce coproducteur minoritaire, doit représenter un pourcentage identique à celui qu'atteint l'aide sélective accordée par le pays du coproducteur majoritaire, appréciée par rapport à la portion du budget de production qu'assume ce coproducteur majoritaire. Ce pourcentage ne peut être supérieur à 20%.

4. Ces montants ci-dessus sont révisables par les autorités compétentes ci-dessous définies en fonction des taux de change en vigueur au moment de l'acceptation de chaque projet d'œuvre audio-visuelle.

5. Cette aide est remboursable exclusivement à partir des revenus de toutes sources résultant de toute forme d'exploitation de l'œuvre audio-visuelle.

6. Le nombre maximum de projets d'œuvres audio-visuelles pouvant bénéficier de l'aide financière sélective des deux pays est fixé à quatre.

ARTICLE IV

1. Un groupe d'experts est institué afin d'examiner les projets d'œuvres audio-visuelles susceptibles de recevoir l'aide financière sélective prévue à l'article III du présent Accord. Il est composé de deux groupes de trois représentants désignés respectivement par chacune des autorités compétentes suivantes:

— pour la partie canadienne: Le Ministre des Communications ou s'il l'autorise, la Société de Développement de l'Industrie cinématographique canadienne («Telefilm Canada»);

— pour la partie française: Le Ministre de la Culture ou son représentant.

2. Le groupe d'experts chargé d'examiner les projets d'œuvres audio-visuelles peut se réunir alternativement au Canada ou en France dans les cas où de telles réunions sont jugées nécessaires par les autorités compétentes des deux parties. Le groupe d'experts formule des recommandations aux autorités compétentes des deux parties sur l'aide financière sélective à apporter auxdits projets.

3. The selective financial assistance to be provided by each Party, calculated in proportion to the production budgets to be financed by the co-producer within the jurisdiction of this Party is set as follows:

- In the case of a project for which the majority co-producer is Canadian: a maximum of CDN\$200,000 by Canada.
- In the case of a project for which the majority co-producer is French: a maximum of 1,200,000 FF by France.

The selective financial assistance granted by each of the countries shall represent a percentage identical to the production budgets of their respective co-producers, and this proportion shall be the same for the country of the minority co-producer as for the country of the majority co-producer. This percentage shall not be greater than 20%.

4. These above mentioned amounts shall be revised by the competent authorities (indicated below) in terms of the rates of exchange in effect at the time of each project's acceptance.

5. This assistance is refundable exclusively on receipts of any kind resulting from any form of exploitation of the film and video production.

6. The maximum number of film and video production projects which may benefit from selective financial assistance from the two countries is therefore limited to four.

ARTICLE IV

1. A group of experts shall be formed to consider the film and video production projects eligible for selective financial assistance under Article III of this Agreement. It shall be composed of two groups, each comprising three members, appointed respectively by each of the following competent authorities:

- For the Canadian Party: The Minister of Communications, or if he so authorizes, the Canadian Film Development Corporation ("Telefilm Canada");
- For the French Party: The Minister of Culture or his representative.

2. The Group of Experts tasked with examining film and video production projects shall meet alternatively in Canada and France whenever such meetings are deemed necessary by the competent authorities in the two countries. The Group of Experts shall make recommendations to these authorities on the selective financial assistance to be given to the said projects.

3. Les décisions finales relatives à l'octroi de l'aide financière sélective prévue par le présent Accord sont prises par les autorités compétentes, conformément à leur législation respective. Les autorités compétentes de chacune des deux parties s'informent sans délai des conditions de l'octroi de leurs aides financières respectives, notamment en ce qui concerne les modalités de remboursement de celles-ci.

ARTICLE V

1. Les Parties encouragent par tous les moyens mis à leur disposition les organismes publics relevant de leur juridiction à coopérer étroitement avec les personnes et organismes privés français et canadiens afin d'accroître la recherche en commun dans le domaine de l'animation, de former le personnel technique et créateur en ce domaine et de réaliser ensemble des œuvres de qualité.

2. De plus, les Parties considèrent très favorablement l'accroissement de la coopération et des échanges entre leurs organismes publics dans les secteurs de la recherche et de la production d'œuvres d'animation.

ARTICLE VI

1. Chacune des Parties s'efforce de développer par tous les moyens la distribution sur son territoire des œuvres d'animation produites par des organismes relevant de l'autre Partie.

ARTICLE VII

1. Le présent Accord entre en vigueur le jour de sa signature.

2. Il est conclu pour une durée d'une année à partir de son entrée en vigueur. Il est renouvelable annuellement par tacite reconduction, sauf dénonciation par l'une des Parties contractantes trois mois avant son échéance.

3. The final decisions of the granting of selective financial assistance under this Agreement shall be taken by the competent authorities in accordance with their respective legislation. The competent authorities of each of the two Parties shall promptly inform each other of the conditions pertaining to the financial assistance that they each provide, with particular regard to the procedures for reimbursement.

ARTICLE V

1. The Parties shall encourage by every means at their disposal the public organizations within their jurisdiction to co-operate closely with private Canadian and French organizations and individuals to increase joint research in the field of animation, to train technical and creative personnel in this field and to produce together quality productions.

2. In addition, these Parties shall consider very favorably increased co-operation and exchanges between their public organizations in the research and production aspects of animated productions.

ARTICLE VI

1. Each of the Parties shall aim at developing by any means the distribution in its territory of animated productions undertaken by organizations within the jurisdiction of the other Party.

ARTICLE VII

1. The present Agreement shall come into force on the day of its signature.

2. This Agreement shall be valid for a period of one year from the date of its entry into force. It is reviewable annually by tacit consent, unless one or the other of the Parties gives notice of termination three months before its expiry date.

EN FOI DE QUOI les soussignés, dûment autorisés par leurs Gouvernements respectifs, ont signé le présent Accord.

FAIT à Paris, le 10 janvier 1985, en double exemplaire, chacun en langues française et anglaise, les deux textes faisant également foi.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorized by their respective Governments, have affixed their signature hereto.

Done in two copies at Paris on the 10th day of January 1985, each in the English and French languages, both texts being equally authentic.

MARCEL MASSE

Pour le Gouvernement du Canada

For the Government of Canada

JACK LANG

*Pour le Gouvernement de
la République française*

*For the Government of the
French Republic*

LIBRARY E A/BIBLIOTHEQUE A E



3 5036 20092689 0

© Minister of Supply and Services Canada 1988

Available in Canada through

Associated Bookstores
and other booksellers

or by mail from

Canadian Government Publishing Centre
Supply and Services Canada
Ottawa, Canada K1A 0S9

Canada: \$3.00

Other countries: \$3.60

Price subject to change without notice.

© Ministre des Approvisionnement et Services Canada 1988

En vente au Canada par l'entremise des

Librairies associées
et autres libraires

ou par la poste auprès du

Centre d'édition du gouvernement du Canada
Approvisionnement et Services Canada
Ottawa (Canada) K1A 0S9

N° de catalogue E3-1985/6

ISBN 0-660-54108-4

Prix sujet à changement sans préavis.

au Canada: 3,00 \$
à l'étranger: 3,60 \$

Catalogue No. E3-1985/6
ISBN 0-660-54108-4



